

Mémorial  Memorial
DU des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 27 juillet 1912.

N^o 55.

Samstag, 27. Juli 1912.

Avis concernant l'examen d'admission à l'Ecole normale.

LE COMITÉ PERMANENT DE LA COMMISSION
D'INSTRUCTION;

Vu la loi du 20 avril 1881, sur l'organisation
de l'enseignement primaire;

Vu le règlement de l'Ecole normale;

Fait connaître ce qui suit:

L'examen d'admission à l'Ecole normale aura
lieu dans les locaux de l'établissement, le ven-
dredi, 9 août, et le samedi, 10 août 1912, chaque
fois à 8 heures du matin, devant un jury com-
posé des professeurs de l'Ecole normale, d'après
le programme publié au « Courrier des écoles »
de l'année 1892, p. 152.

Les candidats devront joindre à leur demande
les pièces suivantes:

- a) leur acte de naissance constatant qu'ils
auront seize et resp. quinze ans accomplis au
31 décembre 1912;
- b) l'acte de naissance de leur père;
- c) un certificat de bonne conduite, délivré
par le bourgmestre de la commune;
- d) un certificat de moralité religieuse, délivré
par le curé ou le desservant de l'endroit;
- e) un certificat de capacité et de bonne con-
duite, délivré par l'instituteur préposé à l'école

*Bekanntmachung die Aufnahmeprüfung an der
Normalschule betreffend.*

Der ständige Ausschuss der Unter-
richts-Kommission;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 20. April 1881,
die Organisation des Primärunterrichtes be-
treffend;

Nach Einsicht des Reglementes über die Nor-
malschule;

Bringt folgendes zur Kenntnis:

Die Aufnahmeprüfung für die Normalschule
findet in den Räumlichkeiten der Anstalt statt, am
Freitag, den 9. August, und Samstag, den 10.
August 1912, jedesmal um 8 Uhr morgens, vor
einer Jury bestehend aus den Professoren der
Normalschule, gemäß dem im „Schulbote“ von
1892, auf Seite 152 veröffentlichten Programm.

Die Kandidaten haben ihrem Besuch folgende
Schriftstücke beizufügen:

- a) ihre Geburtsurkunde, die feststellt, daß sie
sechzehn resp. volle fünfzehn Jahre am 31. De-
zember 1912 alt sein werden;
- b) die Geburtsurkunde des Vaters;
- c) ein vom Bürgermeister der Gemeinde aus-
gestelltes Zeugnis über bürgerliche Führung;
- d) ein vom Ortspfarrer ausgestelltes Zeugnis
über religiöses Betragen;
- e) ein Zeugnis der Fähigkeit und guten Auf-
führung, ausgestellt vom Lehrer der Schule, in

dans laquelle l'aspirant s'est préparé pendant l'année scolaire courante;

f) un certificat du médecin-inspecteur constatant que le postulant est exempt de tout mal contagieux, et qu'il n'est atteint d'aucun défaut corporel qui le rende impropre à l'exercice de la profession d'instituteur.

Toutes ces pièces devront être remises au secrétariat de la Commission d'instruction pour le 2 août au plus tard.

Les candidats qui ne seront pas présents à l'École normale le vendredi, 9 août, à 8 heures précises du matin, seront exclus de la participation à l'examen.

Luxembourg, le 8 juin 1912.

Le Comité permanent,
ARENDT, président,
M. DE WAHA, secrétaire.

Vu pour être inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 22 juillet 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Avis concernant les examens à subir par les instituteurs et les institutrices.

LE COMITÉ PERMANENT DE LA COMMISSION
D'INSTRUCTION ;

Vu les art. 53 et 54 de la loi du 20 avril 1881, sur l'organisation de l'enseignement primaire, ainsi que le règlement du 26 octobre 1876 sur la classification des instituteurs;

Fait connaître ce qui suit:

A. Les examens préalables à la collation des brevets de capacité du 4^e rang aux membres du personnel enseignant sont fixés comme suit:

a) examen écrit pour tous les récipiendaires (instituteurs et institutrices), les 5 et 6 août 1912, de 8 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi;

der der Bewerber sich während des laufenden Schuljahres vorbereitet hat;

1) ein vom Sanitäts-Inspektor ausgestelltes Zeugnis, aus welchem hervorgeht, daß der Nachsuchende frei von jedem ansteckenden Uebel ist und mit keinem, mit dem Lehrerstand unverträglichen körperlichen Gebrechen behaftet ist.

Alle diese Schriftstücke müssen im Sekretariate der Unterrichts-Kommission bis spätestens zum 2. August abgegeben werden.

Die Kandidaten, die am Freitag, den 9. August präzis 8 Uhr morgens, in der Normalsschule nicht zugegen sein werden, sind von der Teilnahme an der Prüfung ausgeschlossen.

Luxembourg, den 8. Juni 1912.

Der ständige Ausschuß,
A r e n d t, Präsident,
M. d e W a h a, Sekretär.

Gesehen um ins „Memorial“ eingerückt zu werden.

Luxembourg, den 22. Juli 1912.

Der General-Direktor des Innern,
B r a u n.

Bekanntmachung die Prüfungen der Lehrer und Lehrerinnen betreffend.

Der ständige Ausschuß der Unterrichts-Kommission;

Nach Einsicht der Art. 53 und 54 des Gesetzes vom 20. April 1881, über die Organisation des Primärunterrichtes, sowie des Reglementes vom 26. Oktober 1876, über die Klassifikation der Lehrer;

Gibt folgendes bekannt:

A. Die behufs Verleihung des Fähigkeits-Brevets vom 4. Range an die Lehrer und Lehrerinnen abzuhaltenden Prüfungen sind folgendermaßen festgesetzt:

a) schriftliche Prüfung aller Bewerber (Lehrer und Lehrerinnen) am 5. und 6. August 1912, von 8 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags;

b) examen oral, le 7 août pour les institutrices et le 8 pour les instituteurs, chaque fois de 8 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi.

Les personnes qui désirent prendre part aux examens susmentionnés adresseront leurs demandes au secrétariat de la Commission d'instruction pour le 2 août prochain au plus tard. Elles joindront à leurs demandes les pièces suivantes :

- 1° un extrait de leur acte de naissance;
- 2° un extrait de l'acte de naissance de leur père;
- 3° un certificat de moralité civile, délivré par le collègue des bourgmestre et échevins de la commune;
- 4° un certificat de moralité religieuse, délivré par le curé ou le desservant de la paroisse;
- 5° un certificat du médecin-inspecteur, constatant que le postulant est exempt de tout défaut corporel qui le rendrait impropre à l'état d'instituteur.

B. Les examens préalables à la collation du brevet de capacité du 3^e rang aux membres du personnel enseignant des écoles primaires sont fixés comme suit :

a) examen écrit pour tous les récipiendaires (institutrices et instituteurs), les 16 et 17 septembre 1912, de 8 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi;

b) examen oral, le 20 septembre, pour les institutrices, et le 21 septembre pour les instituteurs, chaque fois de 8 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi.

C. Les examens préalables à la collation des brevets de capacité du 2^e et du 1^{er} rang aux membres du personnel enseignant des écoles primaires sont fixés comme suit :

a) examen écrit pour tous les récipiendaires (institutrices et instituteurs), les 23 et 24 septembre 1912, de 8 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi;

b) mündliche Prüfung am 7. August für die Lehrerinnen und am 8. für die Lehrer, jedesmal von 8 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags.

Diejenigen, welche an oben erwähnten Prüfungen sich zu beteiligen beabsichtigen, haben ihre desfallsigen Gesuche bis spätestens den 2. August nächsthin an das Sekretariat der Unterrichts-Kommission einzusenden und ihrem Gesuche beizufügen :

1. einen Auszug ihrer Geburtsurkunde;
2. einen Auszug aus der Geburtsurkunde ihres Vaters;
3. ein vom Schöffengericht der Gemeinde ausgestelltes Zeugnis über bürgerliche Moralität;
4. ein vom Ortspfarrer ausgestelltes Zeugnis über religiöses Betragen;
5. ein vom Sanitätsinspektor ausgestelltes Zeugnis zur Bestätigung, daß Gesuchsteller mit keinem mit dem Lehrstande unvereinbaren körperlichen Gebrechen behaftet ist.

B. Die behufs Verleihung des Fähigkeitsbrevets vom 3. Range an das Lehrpersonal der Primärschulen abzuhaltenden Prüfungen sind festgesetzt, wie folgt :

a) schriftliche Prüfung aller Bewerber (Lehrer und Lehrerinnen) am 16. und 17. September 1912, von 8 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags;

b) mündliche Prüfung am 20. September für die Lehrerinnen, und am 21. September für die Lehrer, jedesmal von 8 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags.

C. Die behufs Verleihung des Fähigkeitsbrevets vom 2. und 1. Range an das Lehrpersonal der Primärschulen abzuhaltenden Prüfungen sind festgesetzt, wie folgt :

a) schriftliche Prüfung für alle Bewerber (Lehrer und Lehrerinnen) am 23. und 24. September 1912, von 8 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags;

b) examen oral, le 27 septembre, pour les institutrices, et le 28 septembre pour les instituteurs, chaque fois de 8 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi.

D. L'examen prévu à l'art. 56 de la loi est fixé comme suit:

a) examen écrit pour tous les récipiendaires (instituteurs et institutrices), les 23 et 24 septembre 1912, de 8 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi;

b) la date de l'examen oral sera fixée par le jury.

Les personnes qui désirent prendre part aux examens de ces deux dernières sessions adresseront leurs demandes au secrétariat de la Commission d'instruction pour le 1^{er} septembre prochain; elles y joindront les certificats mentionnés sub 3^o et 4^o ci-dessus. Les candidats pour le 3^e rang produiront en outre un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de leur domicile, constatant que depuis l'obtention du brevet de capacité, dont ils sont porteurs, ils ont été préposés pendant deux années au moins à une école primaire du Grand-Duché.

Pour être admis à la seconde épreuve de l'examen pour le 2^e ou le 1^{er} rang, les candidats produiront le certificat constatant qu'ils ont subi la première épreuve de l'examen afférent.

Luxembourg, le 8 juin 1912.

Le Comité permanent,
ARENDT, président.
M. DE WAHA, secrétaire.

Vu pour être inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 22 juillet 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN,

b) mündliche Prüfung am 27. September für die Lehrerinnen und am 28. September für die Lehrer, jedesmal von 8 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags.

D. Die durch Art. 56 des Gesetzes vorgesehene Prüfung findet statt wie folgt:

a) schriftliche Prüfung für alle Bewerber (Lehrer und Lehrerinnen) am 23. und 24. September 1912, von 8 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags;

b) das Datum der mündlichen Prüfung wird durch die Prüfungs-Kommission bestimmt.

Diejenigen, welche an den Prüfungen der zwei letzten Sitzungen sich zu beteiligen wünschen, haben ihre desfallsigen Gesuche bis zum 1. September künftig an das Sekretariat der Unterrichts-Kommission zu richten und denselben die sub 3 und 4 erwähnten Zeugnisse anzuschließen. Die Kandidaten für den 3. Rang sollen außerdem ein vom Bürgermeister der Gemeinde ihres Domizils ausgestelltes Zeugnis, welches bestätigt, daß sie seit Erlangung ihres Fähigkeitszeugnisses, während mindestens zwei Jahren einer Primarschule des Großherzogtums vorgestanden haben, beifügen.

Um zur zweiten Prüfung für den 2. oder 1. Rang zugelassen zu werden, müssen die Kandidaten das Zeugnis beibringen, daß sie die erste Prüfung mit Erfolg bestanden haben.

Luxembourg, den 8. Juni 1912.

Der ständige Ausschuß,
A r e n d t, Präsident.
W. d e W a h a, Sekretar.

Gesehen um ins „*Mémorial*“ eingerückt zu werden.

Luxembourg, den 22. Juli 1912.

Der General-Direktor des Innern,
B r a u n.

Arrêté du 22 juillet 1912, portant composition du jury Primamen pour les instituteurs et les institutrices.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu la loi du 20 avril 1881, sur l'organisation de l'enseignement primaire;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission devant laquelle auront lieu, pendant l'année courante, les examens pour la collation des brevets de capacité aux membres du personnel enseignant des écoles primaires, MM. 1^o *Keffer*, inspecteur principal des écoles; 2^o *Michel Meyers*, professeur à l'école industrielle et commerciale à Luxembourg; 3^o *Gustave Faber*, professeur au gymnase de Luxembourg; 4^o *Jurth*, inspecteur d'écoles à Echternach; 5^o *Meyers*, directeur de l'École normale; 6^o *Kayser*, professeur au même établissement, et 7^o *M^{lle} Jaspas*, maîtresse-adjointe à l'École normale.

Art. 2. Sont nommés membres suppléants de la même commission:

MM. *Schlottert*, professeur au gymnase de Luxembourg, et *Logeling*, professeur à l'École normale.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et un exemplaire en sera transmis aux membres et aux membres suppléants de la commission d'examen pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 22 juillet 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Arrêté du 24 juillet 1912, concernant l'usage de la fainée dans les bois administrés.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Attendu que les bois promettent cette année une fainée abondante et qu'il y a lieu d'en tirer le plus grand profit possible;

Beschluß vom 22. Juli 1912, die Ernennung der Prüfungsjury für die Lehrer und Lehrerinnen betreffend.

Der General-Direktor des Innern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 20. April 1881, über die Organisation des Primärunterrichtes;

Beschließt:

Art. 1. Zu Mitgliedern der Jury, vor welcher die während des laufenden Jahres behufs Verleihung von Fähigkeitsbrevets an das Lehrpersonal der Primärschulen vorgesehenen Prüfungen stattfinden haben, sind ernannt: die H. 1. *Reiffjer*, Oberschulinspektor; 2. *Michel Meyers*, Professor an der Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg; 3. *Gust. Faber*, Professor am Gymnasium zu Luxemburg; 4. *Jurth*, Schulinspektor zu Echternach; 5. *Meyers*, Direktor der Normalschule; 6. *Kayser*, Professor an derselben Anstalt, und 7. *Fräulein Gaspar*, Lehrerin an der Normalschule.

Art. 2. Zu Ergänzungsmitgliedern derselben Jury sind ernannt:

die H. *Schlottert*, Professor am Gymnasium zu Luxemburg, und *Logeling*, Professor an der Normalschule.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Mémorial“ eingerückt und ein Exemplar desselben einem jeden der wirklichen und Ergänzungsmitglieder als Ernennungsurkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 22. Juli 1912.

Der General-Direktor des Innern,
BRAUN.

Beschluß vom 24. Juli 1912 über die Nutzung von Bucheln in den unter Verwaltungsaufsicht stehenden Waldungen.

Der General-Direktor des Innern;

Zu Anbetracht, daß die Wälder dieses Jahr eine reichliche Buchelernte in Aussicht stellen und es somit angemessen erscheint, den größtmöglichen Nutzen daraus zu ziehen;

Vu les propositions de M. le directeur des eaux et forêts;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'introduction des pores dans les bois administrés est permise du 1^{er} août au 31 décembre prochain inclusivement, en vue de mieux préparer le sol pour recevoir la semence de faîne. A l'effet de prévenir les dégâts qui pourraient être occasionnés aux jeunes plants, il est interdit aux porchers d'emmenner les chèvres dans les bois.

Quant aux parties de bois où le défoncement du sol sera jugé nécessaire pour favoriser le réensemencement naturel, les agents forestiers les indiqueront aux autorités communales qui auront soin d'y faire procéder à la dite opération.

La récolte des faînes est permise aux habitants dans les bois de leurs sections respectives.

Art. 2. Les peuplements ouverts à ces jouissances seront désignés par l'administration forestière, qui fixera également les jours et heures auxquels elles pourront avoir lieu, le tout après entente avec les autorités locales intéressées.

Le pacage ne pourra pas avoir lieu dans les jeunes recrues et les cultures.

La récolte de la faîne n'est permise que dans les peuplements où le réensemencement naturel serait pour le moment sans objet.

Art. 3. L'emploi de griffes ou de crampons pour monter aux arbres est défendu; les portegraines ne pourront être cognés ni la recrue être endommagée.

Art. 4. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 24 juillet 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN,

Nach Einsicht der Vorschläge des Hrn. Direktors der Gewässer und Forsten;

Beschließt:

Art. 1. Der Eintrieb des Borstenviehes in die unter Verwaltungsaufsicht stehenden Wälder ist vom 1. August bis 31. Dezember kft. einschließlic gestattet, um auf diese Weise den Boden zur Aufnahme der Buchelsaat empfänglicher zu machen. Um die Schäden zu verhüten, die an den jungen Pflanzen verursacht werden könnten, ist es den Schweinehirten untersagt, die Ziegen in die Wälder einzuführen.

Die Forstbeamten sollen diejenigen Waldteile, wo zur Beförderung der natürlichen Beseamung ein Unehaden des Bodens für nötig erachtet wird, den Gemeindeverwaltungen zur Anzeige bringen. Letztere werden nicht verfehlen, die erforderliche Arbeit ausführen zu lassen.

Das Sammeln von Bucheln ist den Einwohnern in den Waldungen ihrer Sektion gestattet.

Art. 2. Die Forstverwaltung hat, im Einverständnis mit der Lokalbehörde, die zur Nutzung zugelassenen Waldteile zu bezeichnen und Tag und Stunde, an welchen die Nutzung gestattet ist, zu bestimmen.

Der Eintrieb des Borstenviehes in die jungen Anflüge und Kulturen ist nicht gestattet.

Das Sammeln von Bucheln darf nur an solchen Stellen geschehen, wo selbe zur Nachzucht entbehrlich sind.

Art. 3. Die Benutzung von Klettereisen oder Sporen zum Besteigen der Bäume ist verboten; das Klopfen und Abschlagen der Bucheln ist untersagt; auch ist der Untewuchs vor Beschädigung zu bewahren.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Mémorial“ eingerückt werden.

Luxembourg, den 24. Juli 1912.

Der General-Direktor des Innern,
Braun.

Circulaire aux administrations communales relative à la délivrance des livrets d'ouvriers.

La loi du 13 décembre 1860 impose aux ouvriers de l'un ou de l'autre sexe, attachés aux manufactures, fabriques, usines, mines, minières, chantiers, ateliers et autres établissements industriels, ainsi qu'aux personnes des deux sexes employées comme ouvriers ou domestiques agricoles et autres, l'obligation de se munir d'un livret, qui leur est délivré par le bourgmestre de la commune de leur résidence.

Or, il a été constaté que beaucoup de personnes engageant leurs services ne sont pas en possession d'un livret, pour la raison que certaines administrations communales n'en délivrent plus. Cette circonstance a même fait naître, dans plusieurs régions du pays, l'opinion erronée que la loi de 1860 est abrogée. Tel n'est cependant pas le cas et, comme du temps de son introduction, le livret est aujourd'hui encore de nature à rendre de réels services. Il est de la plus haute importance de procurer aux patrons, par exemple, qui s'adressent à l'office du travail, un personnel présentant les garanties et les connaissances voulues. Bien que, sous ce rapport, le livret ne fournisse pas des données absolument concluantes, il permettra toutefois de se faire une idée suffisante de la personnalité de son porteur. D'un autre côté, il n'est pas à méconnaître que la possession d'un livret en due forme présente, pour l'ouvrier, un grand avantage, puisque, en effet, il est évident qu'une personne munie de papiers en règle pourra se caser plus facilement que celle qui ne possède aucune référence.

Dans ces conditions, je tiens à rappeler aux administrations communales les dispositions de la loi prémentionnée du 13 décembre 1860,

Mundschreiben an die Gemeindeverwaltungen, betreffend die Ausstellung von Arbeiterlivrets.

Das Gesetz vom 13. Dezember 1860 verpflichtet die in Manufakturen, Fabriken, Ufsinen, Bergwerken, Erzgruben, Baustellen, Werkstätten und sonstigen industriellen Anstalten beschäftigten Arbeiter und Arbeiterinnen, sowie die zu landwirtschaftlichen oder andern Zwecken verwendeten Personen beiderlei Geschlechts sich mit einem Livret zu versehen, das durch den Bürgermeister der Gemeinde ihres Wohnsitzes ausgestellt wird.

Nun ist jedoch festgestellt worden, daß viele im Dienst stehende Personen keine Livrets besitzen und zwar aus dem Grunde, weil gewisse Gemeindeverwaltungen solche nicht mehr ausändigen. Dieser Umstand hat sogar in verschiedenen Gegenden des Landes die irrige Meinung aufkommen lassen, das Gesetz von 1860 sei abgeschafft. Dies ist aber keineswegs der Fall und wie zur Zeit seiner Einführung leistet auch noch heutzutage das Arbeitsbuch wirkliche Dienste. So ist es beispielsweise von der größten Wichtigkeit, den Arbeitgebern, die sich an das Arbeitsnachweiskamt wenden, ein Dienstpersonal zu beschaffen, das die erforderlichen Garantien und Kenntnisse besitzt. Obwohl in dieser Hinsicht das Arbeitsbuch keine absolut ausschlaggebenden Angaben liefert, so ermöglicht es den Interessenten immerhin, sich genügende Aufschlüsse über die Person dessen Inhabers zu verschaffen. Andererseits ist nicht zu verkennen, daß dem Arbeiter selbst der Besitz eines vorschriftsmäßigen Livrets von großem Vorteil ist, weil eine mit regelmäßigen Papieren versehene Person selbstredend leichter Arbeit findet als diejenige, die über keine Referenzen verfügt.

Unter diesen Umständen halte ich darauf, den Gemeindeverwaltungen die Bestimmungen des vorerwähnten Gesetzes vom 13. Dezember

tout en les engageant à veiller dans la suite à leur stricte exécution.

Luxembourg, le 18 juillet 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Avis. — Règlement communal.

En séance du 9 mai écoulé le conseil communal de Mecher a édicté un règlement de police sur les jeux et amusements publics. — Le dit règlement a été dûment approuvé et publié.

Luxembourg, le 24 juillet 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Avis. — Règlement communal.

En séance du 3 mai dernier le conseil communal de Beaufort a modifié le règlement sur les jeux et amusements publics existant dans cette commune. — Ces modifications ont été dûment publiées.

Luxembourg, le 24 juillet 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Avis. — Indigénat.

Par arrêté grand-ducal en date du 13 juin 1912, M. Jean Eyschen, né à Weiswampach le 29 février 1848 et y domicilié, a été autorisé à rentrer dans le Grand-Duché, et le 15 juillet 1912 il a fait devant le bourgmestre de la commune de Weiswampach, la déclaration prévue par l'art. 18 du Code civil. En conséquence M. Eyschen a recouvré la qualité de Luxembourgeois.

Luxembourg, le 25 juillet 1912.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement
EYSCHEN.

1860 in Erinnerung zu bringen und sie zu erfuchen, fürderhin auf deren genaue Ausführung zu achten.

Luxemburg, den 18. Juli 1912.

Der General-Direktor des Innern,
Braun.

Bekanntmachung — Gemeindefreglement.

In seiner Sitzung vom 9. Mai leztthin hat der Gemeinderat von Mecher ein Polizeireglement über die öffentlichen Spiele und Befestigungen erlassen. — Befagtes Reglement ist vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 24. Juli 1912.

Der General-Direktor des Innern,
Braun.

Bekanntmachung. — Gemeindefreglement.

In seiner Sitzung vom 3. Mai leztthin hat der Gemeinderat von Befort das in dieser Gemeinde über die öffentlichen Spiele und Befestigung n bestehende Reglement abgeändert. — Diese Abänderungen sind vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 24. Juli 1912.

Der General-Direktor des Innern,
Braun.

Bekanntmachung. — Staatsangehörigkeit.

Durch Großh. Beschluß vom 13. Juni 1912 ist Hr. Joh. Eyschen, geboren zu Weiswampach am 29. Februar 1848 und daselbst wohnhaft, zur Rückkehr in das Großherzogtum ermächtigt worden und hat derselbe am 15. Juli 1912 vor dem Bürgermeister der Gemeinde Weiswampach die durch Art. 18 des Zivilgesetzbuches vorgesehene Erklärung abgegeben. Demnach hat Hr. Eyschen die Eigenschaft als Luxemburger wiedererlangt.

Luxemburg, den 25. Juli 1912.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung
Eyschen.

Avis. — Service des audiences de la Cour supérieure de justice et des deux tribunaux d'arrondissement, pendant les vacances de 1912 et pendant l'année judiciaire 1912—1913.

Vacations.

Cour supérieure de justice. — Les audiences des vacances pendant l'année courante sont fixées au lundi, 12 août, et au lundi, 16 septembre, chaque fois à 9½ heures du matin, pour toutes les affaires.

Tribunal d'arrondissement de Luxembourg. — Les audiences des vacances de l'année courante sont fixées:

A. Pour les affaires civiles et commerciales: au lundi, 12 août, à 9½ heures du matin; pour les affaires correctionnelles: au mardi, 13 août, et au mercredi, 14 août, chaque fois à 9½ heures du matin et à 3 heures de relevée.

B. Pour les affaires civiles et commerciales: au jeudi, 29 août, à 9½ heures du matin; pour les affaires correctionnelles: au vendredi, 30 août, et au samedi, 31 août, chaque fois à 9½ heures du matin et à 3 heures de relevée.

C. Pour les affaires civiles et commerciales: au lundi, 16 septembre, à 9½ heures du matin; pour les affaires correctionnelles: au mardi, 17 septembre, et au mercredi, 18 septembre, chaque fois à 9½ heures du matin et à 3 heures de relevée.

Le tribunal consacrera éventuellement les audiences correctionnelles à la continuation des affaires civiles et commerciales enrôlées pour les audiences des vacances des 12 août, 29 août et 16 septembre 1912.

Tribunal d'arrondissement de Diekirch. — Les audiences des vacances pendant l'année 1912 sont fixées pour toutes les affaires au mercredi, 21 août, et au mercredi, 18 septembre, à 9½ heures du matin.

Bekanntmachung. — Sitzungen des Obergerichtshofes und der beiden Bezirksgerichte während der Gerichtsferien von 1912 und während des Gerichtsjahres 1912—1913.

Ferientagungen.

Obergerichtshof. — Die Ferientagungen des laufenden Jahres sind auf Montag, den 12. August, und auf Montag, den 16. September, jedesmal um 9½ vormittags, festgesetzt für sämtliche Gerichtssachen.

Bezirksgericht Luxemburg. — Die Ferientagungen des laufenden Jahres sind festgesetzt wie folgt:

A. Für Zivil- und Handelsachen: auf Montag, den 12. August, um 9½ Uhr vormittags; für Zuchtpolizeiachen: auf Dienstag, den 13. August, und Mittwoch, den 14. August, jedesmal um 9½ Uhr vormittags und um 3 Uhr nachmittags.

B. Für Zivil- und Handelsachen: auf Donnerstag, den 29. August um 9½ Uhr vormittags; für Zuchtpolizeiachen: auf Freitag, den 30. August und Samstag, den 31. August, jedesmal um 9½ Uhr vormittags und um 3 Uhr nachmittags.

C. Für Zivil- und Handelsachen: auf Montag, den 16. September, um 9½ Uhr vormittags; für Zuchtpolizeiachen: auf Dienstag, den 17. September und Mittwoch, den 18. September, jedesmal um 9½ Uhr vormittags und um 3 Uhr nachmittags.

Das Gericht wird gegebenenfalls die Zuchtpolizeisitzungen auf die Erledigung der auf die Ferientagungen vom 12. August, 29. August und 16. September 1912 anberaumten Zivil- und Handelsachen verwenden.

Bezirksgericht Diekirch. — Die Ferientagungen des laufenden Jahres sind für alle Gerichtssachen auf Mittwoch, den 21. August, und auf Mittwoch, den 18. September, um 9½ Uhr vormittags festgesetzt.

Audiences ordinaires pendant l'année judiciaire 1912—1913.

Cour supérieure de justice. — Les jours d'audience pendant l'année 1912—1913 sont fixés aux jeudi et vendredi de chaque semaine pour les appels en matière civile et commerciale; au mardi de chaque semaine pour les affaires de cassation et, au besoin, pour les affaires civiles et commerciales; au samedi et, au besoin, au lundi pour les appels en matière correctionnelle, chaque fois à 9½ heures du matin.

Tribunal d'arrondissement de Luxembourg. — Les audiences civiles sont fixées aux lundi, mardi et mercredi, chaque fois à 9½ heures du matin pour les affaires civiles ordinaires; l'audience de mercredi est consacrée au surplus à l'expédition des affaires disciplinaires et des poursuites en saisie-immobilière; en outre il y aura une audience civile le lundi, à 3 heures de relevée, pour les instances en divorce, les affaires domaniales, les demandes en Pro Deo et les recours en matière électorale.

Les audiences commerciales sont fixées aux jeudi, vendredi et samedi, chaque fois à 9½ heures du matin; selon les exigences du service, l'audience commerciale de jeudi pourra être convertie en audience civile.

Les audiences correctionnelles sont fixées aux lundi, à 9½ heures du matin, mardi, à 9½ heures du matin et à 3 heures de relevée, mercredi, vendredi et samedi, chaque fois à 9½ heures du matin.

L'audience de référé aura lieu le mardi, à 8½ heures du matin, ou à chaque autre jour à fixer par M. le président du tribunal d'arrondissement.

Tribunal d'arrondissement de Diekirch. — Le tribunal tiendra les audiences publiques les mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine,

Ordentliche Sitzungen während des Gerichtsjahres 1912—1913.

Obergerichtshof — Die Sitzungen während des Gerichtsjahres 1912—1913 sind festgesetzt: für die Berufungen in Zivil- und Handelsachen, auf Donnerstags und Freitags jeder Woche; für Kassations- und nötigenfalls für Zivil- und Handelsachen, auf Dienstags jeder Woche; für Berufungen in Zuchtpolizeiachen, auf Samstag und nötigenfalls auf Montag jeder Woche, jedesmal um 9½ Uhr vormittags.

Bezirksgericht Luxemburg. — Die Sitzungen für Zivilachen sind festgesetzt auf Montag, Dienstag und Mittwoch, jedesmal um 9½ Uhr vormittags für die gewöhnlichen Zivilachen; die Mittwochsitzung wird außerdem der Erledigung der Disziplinarsachen sowie der Klagesachen betr. Beschlagnahme von Grundgütern gewidmet; ferner findet eine Zivilgerichtssitzung Montag, um 3 Uhr nachmittags statt, für Ehecheidungsgeuche, Domanialachen, Pro Deo-Geuche und Wahlachen.

Die Sitzungen für Handelsachen sind festgesetzt auf Donnerstags, Freitags und Samstag, jedesmal um 9½ Uhr vormittags; nötigenfalls kann die Handelsgerichtssitzung vom Donnerstag in eine Zivilgerichtssitzung umgewandelt werden.

Die Zuchtpolizeisitzungen werden Montag, um 9½ Uhr vormittags, Dienstag, um 9½ Uhr vormittags und um 3 Uhr nachmittags, Mittwoch, Freitag und Samstag, jedesmal um 9½ Uhr vormittags stattfinden.

Die Referatsitzung ist auf Dienstag, um 8½ Uhr vormittags, oder auf jeden anderen vom Hrn. Präsidenten zu bestimmenden Tag festgesetzt.

Bezirksgericht Diekirch. — Das Gericht hält seine öffentlichen Sitzungen Dienstag, Mittwoch und Donnerstags in jeder Woche,

chaque fois à 9½ heures du matin, pour les affaires civiles et domaniales; le vendredi, à 9½ heures du matin, pour les affaires commerciales et correctionnelles; le samedi, à 9½ heures du matin et à 2½ heures de relevée, pour les affaires correctionnelles et forestières. Les audiences de mardi seront également consacrées aux publications des requêtes en matière d'expropriation forcée et aux demandes en admission à plaider en debet. Les audiences de référé sont fixées au jeudi de chaque semaine, à 2½ heures de relevée ou à tout autre jour à fixer par M. le président.

Luxembourg, le 26 juillet 1912.

*Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Circulaire relative à l'exécution de la loi du 16 juillet 1912, portant allocation des indemnités de renchérissement pour 1911.

Conformément à l'art. 4 de la loi du 16 juillet 1912, publiée au n° 52 du Mémorial de l'année courante, le personnel enseignant des écoles primaires a droit pour l'année scolaire 1911—1912 à une indemnité de renchérissement, s'élevant à 150 fr. pour les instituteurs, à 100 fr. pour les institutrices laïques et à 60 fr. pour les institutrices religieuses.

J'engage les administrations communales à régler par une délibération spéciale les indemnités revenant à leur personnel enseignant en exécution de la disposition législative ci-dessus et de soumettre cette délibération à l'approbation de l'autorité supérieure.

La part contributive de l'État dans le paiement de ces dépenses est fixée à la somme de 56,000 fr. et la répartition en sera faite d'après les bases de l'arrêté grand-ducal du 29 mars 1910, dès que toutes les délibérations m'auront été adressées.

jedesmal um 9½ Uhr vormittags, für Zivil- und Domanialfachen; Freitags, um 9½ Uhr vormittags, für Handels- und Zuchtpolizeifachen; Samstags, um 9½ Uhr vormittags und um 2½ Uhr nachmittags, für die Zuchtpolizei- und Forstfachen. Die Dienstagsitzungen werden ebenfalls der Veröffentlichung von Anträgen betreffend Zwangsenteignung und den Pro-Deo-Gefuchen gewidmet. Die Referatitzungen sind festgesetzt auf Donnerstags in jeder Woche, um 2½ Uhr nachmittags oder auf jeden anderen vom Hrn. Präsidenten zu bestimmenden Tag.

Luxemburg, den 26. Juli 1912.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.*

Kundschreiben die Ausführung des Gesetzes vom 16. Juli 1912 über die Bewilligung von Steuererhöhungszulagen für 1911 betreffend.

Gemäß Art. 4 des in Nr 52 des Memorials vom laufenden Jahre veröffentlichten Gesetzes vom 16. Juli 1912, hat das Lehrpersonal der Primärschulen fürs Schuljahr 1911—1912 Anrecht auf eine Steuererhöhungszulage von 150 Fr. für die Lehrer, von 100 Fr. für die weltlichen Lehrerinnen und von 60 Fr. für die Schulschwestern.

Ich ersuche die Gemeindeverwaltungen die ihrem Lehrpersonal infolge der obigen Gesetzesbestimmung zufommenden Entschädigungen durch eine Sonderberatung zu regeln und diese der Oberbehörde zur Genehmigung zu unterbreiten.

Der Beitrag des Staates zu diesen Ausgaben beläuft sich auf die Summe von 56,000 Fr. und wird deren Verteilung auf Grund des Großh. Beschlusses vom 29. März 1910 erfolgen, sobald sämtliche Beratungen mir zugegangen sein werden.

MM. les commissaires de district surveilleront l'exécution de la présente.

Luxembourg, le 25 juillet 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Avis. — Règlement communal.

En séance du 29 mars 1912 le conseil communal de Hollerich a modifié le règlement sur le commerce du lait dans cette commune. — Ces modifications ont été dûment publiées.

Luxembourg, le 26 juillet 1912

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Avis. — Règlement communal.

En séance du 19 avril 1912 le conseil communal de Hollerich a modifié les taxes d'eau prévues dans le règlement de cette commune sur la conduite d'eau. — Les nouvelles taxes ont été dûment approuvées et publiées.

Luxembourg, le 26 juillet 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Caisse d'épargne. — A la date du 13 juillet 1912, le livret N° 95734 a été déclaré perdu. Le porteur dudit livret est invité à le présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir ses droits. Fauté par le porteur de ce faire dans le dit délai, le livret en question sera déclaré annulé et remplacé par un nouveau.

Par décision en date du 9 juillet 1912, les livrets N°s 159194 et 161090 ont été annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 27 juillet 1912

Die H. H. Distriktskommissare mögen die Ausführung gegenwärtiger Bestimmung überwachen.

Luxemburg, den 25. Juli 1912.

Der General-Direktor des Innern,
Braun.

Bekanntmachung. — Gemeindeglement.

In seiner Sitzung vom 29. März 1912 hat der Gemeinderat von Hollerich das Reglement über den Milchhandel in dieser Gemeinde abgeändert — Diese Abänderungen sind vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 26. Juli 1912.

Der General-Direktor des Innern,
Braun.

Bekanntmachung. — Gemeindeglement.

In seiner Sitzung vom 19. April 1912 hat der Gemeinderat von Hollerich die in dem Reglement dieser Gemeinde über die Wasserleitung vorgesehenen Taxen abgeändert. — Die neuen Taxen sind vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 26. Juli 1912.

Der General-Direktor des Innern,
Braun.